

Renforcer les fondations budgétaires et financières, viser la stabilité et la croissance économiques

Nous soutenons les politiques
monétaires, financières et de
gestion des finances
publiques, ainsi que
l'administration
des douanes
pour stabiliser
les économies
des pays en
développement et
promouvoir la
croissance



Les fonds que les pays en développement peuvent mobiliser sont largement inférieurs à leurs besoins

Avant la pandémie mondiale de COVID-19, il manquait 2 500 milliards USD par an de financements aux pays en développement pour atteindre les ODD.

Avec l'augmentation des dépenses budgétaires et la réduction des financements extérieurs liées à la crise sanitaire, on estime que la demande de fonds de ces pays a été multipliée par 1,7 pour atteindre 4 200 milliards USD.

Les pays en développement manquaient de

2 500 milliards USD par an pour atteindre les ODD, cela a été multiplié par 1,7 pour atteindre 4 200 milliards USD en raison de la COVID-19

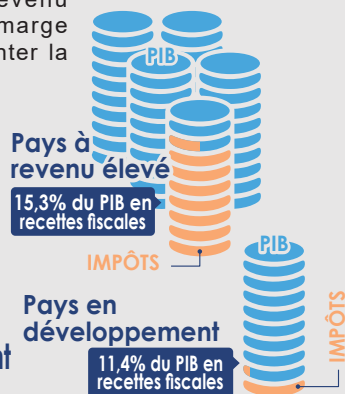


Source : OCDE, Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2021 (2020)

Les recettes fiscales des pays en développement sont insuffisantes par rapport à celles des pays à revenu élevé

Les recettes fiscales constituent une ressource financière vitale pour les gouvernements nationaux et locaux qui doivent fournir des services publics à leur population. Selon la Banque mondiale, les pays doivent dégager des recettes fiscales supérieures à 15% du PIB pour financer les investissements nécessaires. Le ratio moyen des recettes fiscales par rapport au PIB est de 11,4% pour les pays en développement, contre 15,3% pour les pays à revenu élevé, laissant une forte marge de progression pour alimenter la croissance économique.

Le ratio moyen des **recettes fiscales par rapport au PIB est de 15,3%** pour les pays à revenu élevé et de **11,4%** pour les pays en développement



Source : Données ouvertes de la Banque mondiale

Un système financier fragile peut déclencher une crise économique

Une politique monétaire appropriée et un système financier solide sont essentiels à la stabilité macroéconomique. Cependant, les banques centrales des pays en développement sont parfois confrontées à des problèmes liés au manque de moyen de la politique monétaire, à l'autonomie des banques centrales, aux systèmes de paiement et de règlement, ainsi qu'à la réglementation et la supervision financières. Le dysfonctionnement des systèmes bancaires et le sous-développement des marchés de capitaux peuvent entraver l'intermédiation financière et l'accès des particuliers et des entreprises à des services financiers appropriés.

Risques et problèmes courants

- Inflation galopante, forte dépréciation de la monnaie et fuite des capitaux
- Instabilité financière due à des faillites bancaires et à des turbulences sur le marché des capitaux
- Manque d'accès à des services financiers sûrs et abordables qui pourraient permettre de sortir de la pauvreté

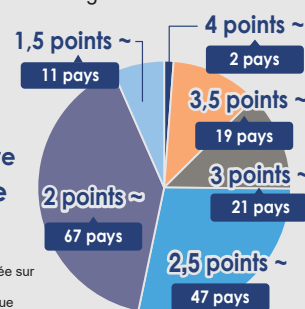
La modernisation des administrations douanières est nécessaire pour faciliter le commerce et la collecte des droits de douanes et des impôts

Les droits de douane sont une source importante de revenus pour les pays en développement, tandis que l'expansion du commerce par la facilitation des échanges est essentielle à la croissance économique. Cependant, les procédures douanières longues et compliquées peuvent constituer un obstacle à la poursuite de la croissance. Parmi les défis communs de la modernisation des administrations douanières figurent l'accélération des procédures par les autres organismes gouvernementaux (AOG) et la mise en œuvre transparente du classement tarifaire et de l'évaluation en douane. L'amélioration de la conformité des opérateurs ainsi que de la surveillance et du contrôle des frontières est également essentielle.

Le Japon est 5^e sur 167 pays en termes d'efficacité des procédures douanières (*) avec un score de 3,91/5

125 pays obtiennent un score inférieur à 2,5 et ont une marge de progression

*IPL agrégé sur 2012, 14, 16 et 18. L'efficacité est quantifiée sur une échelle de 1 à 5. Le score le plus bas est de 1,5.
Source : Banque mondiale, Indice de performance logistique



L'optimisation des bases budgétaires et le développement des systèmes financiers sont essentiels pour la stabilité et la croissance économiques

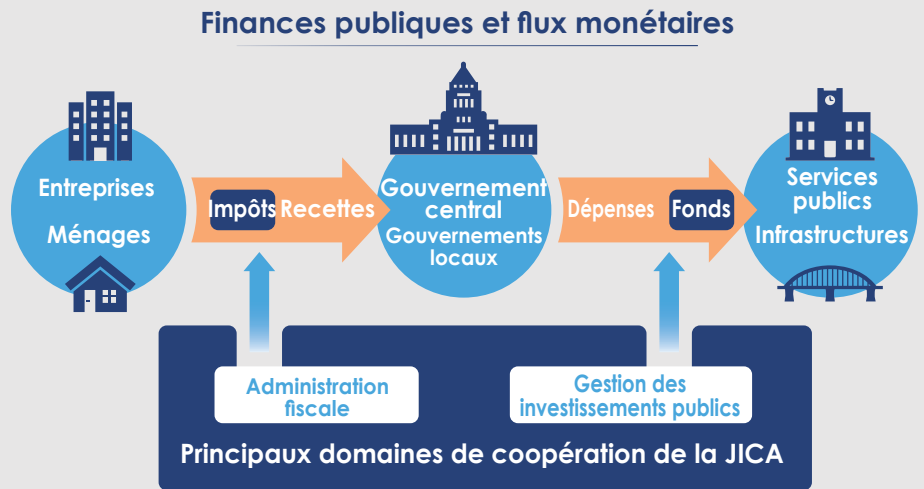
La gestion saine des finances publiques et des systèmes financiers est la clé de voute de la stabilité sociale et de la croissance économique. C'est également une condition préalable pour mettre en œuvre des solutions durables face aux divers défis du développement. Le renforcement des

politiques monétaires, financières et de gestion des finances publiques, ainsi que de l'administration des douanes est fondamental pour «consolider les partenariats économiques et assainir l'environnement des affaires», l'un des piliers de la vision d'un «Indo-Pacifique libre et ouvert» du Japon.

Approche 1 Renforcer les bases budgétaires nationales

La fourniture d'installations et de services publics par les gouvernements nationaux et locaux est essentielle pour réaliser une société où les individus peuvent vivre confortablement. Une telle société ne peut être établie sans un budget national conséquent.

La JICA coopère avec les administrations fiscales pour développer leurs capacités organisationnelles et institutionnelles afin d'élargir les bases de revenus imposables. Nous contribuons à la bonne gestion de la dette et soutenons la planification et la gestion appropriées des investissements publics, en assurant leur durabilité et leur cohérence avec les plans de développement nationaux. Ce faisant, nous contribuons à l'allocation efficace de ressources financières limitées et à la maximisation de leur impact.



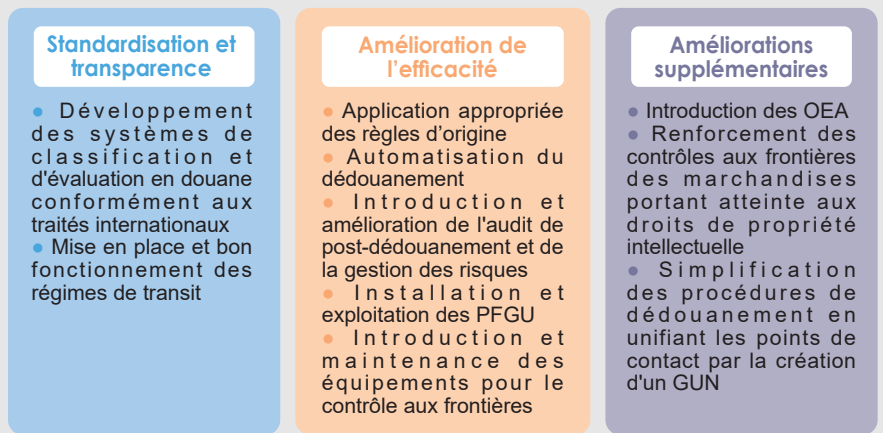
Approche 2 Renforcer la connectivité par le soutien à la modernisation des douanes

La JICA cherche à faciliter le commerce et la circulation des biens et des personnes par la modernisation des administrations douanières afin de stabiliser et d'améliorer la vie des populations par une croissance économique durable.

Nous soutenons tout d'abord la mise aux normes internationales des procédures douanières. Nous coopérons en outre avec les administrations douanières sur le dédouanement en introduisant des postes frontière à guichet unique (PFGU) qui unifient les procédures aux frontières, et des systèmes automatisés pour les procédures d'importation et d'exportation. Pour aller plus loin, nous soutenons le programme des opérateurs économiques agréés (OEA) et l'établissement du guichet unique national (GUN).

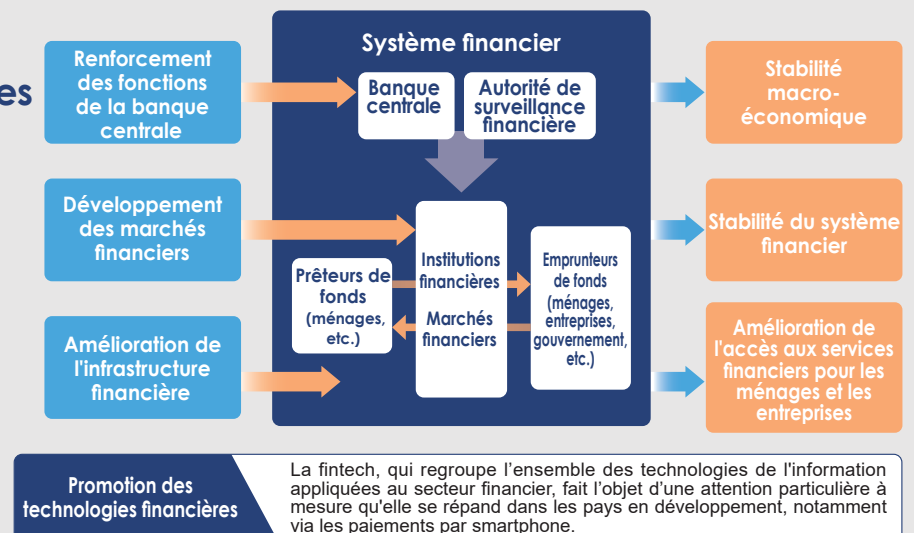
Étapes clé de la modernisation des administration douanières

Nous suivons trois étapes clés pour soutenir les administrations douanières. En premier lieu, des lois, règlements, systèmes et procédures conformes aux traités internationaux sont élaborés dans les pays partenaires.



Approche 3 Mise en place de politiques monétaires appropriées et développement de systèmes financiers

Pour assurer la stabilité du système macroéconomique et financier, il est important de renforcer la capacité de la banque centrale à formuler et mettre en œuvre une politique monétaire, développer les marchés financiers et améliorer les infrastructures financières telles que les systèmes de paiement et de règlement. Ces efforts contribueront également à l'amélioration de l'accès aux services financiers.



1

Gestion des investissements publics Bangladesh

Projet d'amélioration de la gestion des investissements publics



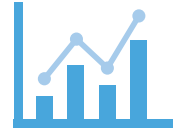
Développer les capacités pour une bonne gestion des investissements publics conformément au plan de développement national et aux réformes des finances publiques

Le Bangladesh souhaite rejoindre les pays à revenu intermédiaire supérieur d'ici 2031 et reconnaît pour ce faire l'importance d'un investissement public approprié. La JICA a développé un outil de réforme de la gestion des investissements publics pour perfectionner le processus de formulation et de sélection des projets et consolider le lien entre les budgets de développement et les budgets récurrents. Cet outil a amélioré l'efficacité des projets d'investissement public et la gestion budgétaire ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des plans d'action.

2

Finance Vietnam

Projet de renforcement des capacités pour améliorer l'équité et la transparence du marché des actions



Renforcer les capacités des autorités de surveillance et du personnel des bourses

Au Vietnam, le système des sociétés par actions a été introduit à la fin des années 1980, et des bourses ont été créées à Ho Chi Minh-Ville en 2000 et à Hanoi en 2005. Le marché boursier vietnamien a atteint une taille moyenne par rapport au reste de l'Asie. Alors qu'il continue de se développer, il convient d'assurer son équité, sa transparence et son efficacité. La JICA aide la commission des valeurs mobilières du Vietnam (SSC) et les bourses à surveiller les transactions, superviser les sociétés par action et procéder à l'examen des émissions publiques et des cotations.

3

Administration des douanes

Soutien à la région de l'Asie du Sud-Est
Améliorer la connectivité par le développement des capacités



La JICA envoie des douaniers japonais dans les administrations de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est afin d'améliorer la connectivité et l'environnement des affaires. En Thaïlande, la JICA a soutenu l'introduction de méthodes de gestion des douanes basées sur le risque, et au Vietnam, elle a contribué à l'automatisation des procédures de dédouanement et à la formation des agents chargés du système.



Bureau des douanes de Nongkhai, Thaïlande, projet de coopération régionale sur la gestion des risques pour les douanes de la région du Mékong.

Photo : Shinichi Kuno/JICA

Soutien au continent africain

Revitaliser la logistique grâce à l'introduction des PFGU

En Afrique, où l'on compte 16 pays enclavés sans littoral, les camions et les trains de marchandises doivent se soumettre à de nombreuses procédures d'immigration, de douane et de quarantaine chaque fois qu'ils franchissent une frontière. La JICA soutient l'introduction des postes frontière à guichet unique (PFGU) et le développement des capacités de leurs agents afin de rationaliser les procédures aux frontières et de fluidifier la logistique dans la région.

4

Administration fiscale Mongolie

Renforcement de l'administration fiscale et augmentation des recettes depuis 1998



Après sa transition vers une économie de marché en 1990, la Mongolie a introduit un système moderne de collecte des impôts. Tout en assurant des recettes fiscales élevées, elle a dû faire face à plusieurs défis, tels que des fraudes sur l'impôt sur les sociétés, l'augmentation du coût de la fiscalité et l'inadéquation des systèmes d'imposition internationaux. La JICA a contribué à la gestion correcte et équitable des impôts par l'autorité fiscale mongole en améliorant les systèmes et les procédures de perception et de fiscalité internationale, ainsi qu'en révisant le code général des impôts.

Travail avec les partenaires

S'engager auprès d'institutions et de personnes expérimentées ayant une expertise en matière de finances publiques et de systèmes financiers

Nous collaborerons avec des organisations internationales expérimentées, des gouvernements centraux et locaux, des entreprises privées, des chercheurs hautement spécialisés et des universités disposant de programmes d'échanges internationaux.

Qu'est-ce que l'Agenda mondial de la JICA ?

Les stratégies de coopération de la JICA face aux problèmes mondiaux. La JICA et ses partenaires visent des impacts décisifs en réalisant les objectifs fixés dans le cadre de l'Agenda mondial de la JICA. L'Agenda mondial de la JICA et ses objectifs seront partagés avec les pays partenaires et divers acteurs, ce qui permettra de renforcer le dialogue et la collaboration, et de maximiser les impacts sur le développement. Grâce à ces efforts, la JICA contribuera de manière holistique à la réalisation des ODD à l'horizon 2030, conformément à la Charte de la coopération au développement du Japon qui met l'accent sur la «sécurité humaine», la «croissance de qualité» et la «résolution des défis mondiaux».

Photo de couverture— Dans le sens des aiguilles d'une montre, à partir du haut, billets de banque du monde entier ; PFGU des douanes zambiennes ; application de la fintech, soutenue par la JICA ; les paiements par smartphone, notamment, sont de plus en plus répandus dans les pays en développement. Photos : Getty Images (en haut et en bas à gauche), Yu Funakoshi/JICA(en bas à droite)

Mars 2022



Nibancho Center Building, 5-25 Nibancho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japon
Email : gpggg@jica.go.jp



L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) est une organisation de coopération internationale chargée de la mise en œuvre de l'aide bilatérale dans le cadre de l'aide publique au développement du Japon. La JICA coopère avec près de 150 pays et régions partout dans le monde.

https://www.jica.go.jp/english/our_work/thematic_issues/index.html